

mutations de ses recettes

de genevoise et présente une vision pour 2030.
de en œuvre est attendue pour le mois d'octobre

Les patrons entre inquiétudes et espoirs

Les entreprises ont fait leur rentrée hier. Malgré la force du franc et les incertitudes, beaucoup d'entre elles ont affiché une certaine sérénité

Richard Etienne

Après la rentrée scolaire lundi, c'était hier soir celle des entreprises. Plus de 3000 représentants de PME, sociétés ou multinationales se sont donné rendez-vous à l'espace Hippomène, sous l'égide de la Fédération des Entreprises romandes Genève (FER Genève), une association patronale défendant les intérêts de 80 associations et de 27 000 entreprises. Pierre Maudet, ministre chargé de l'Économie, a fait le déplacement pour y présenter sa stratégie pour le Canton à l'horizon 2030 (lire ci-contre).

L'ambiance, dans cet écosystème où tout le monde semble se connaître, était bonne. Les canapés aussi. Et les craintes, malgré la conjoncture morose, étaient peut-être moins vives que lors des précédentes rentrées des entreprises.

Contre l'initiative du 9 février

Entre franc fort et réforme de l'imposition des sociétés, les entrepreneurs disent certes évoluer dans un climat incertain. D'aucuns s'inquiètent aussi des élections fédérales et de la représentation du canton à Berne, qui ne serait pas assez forte. Certaines initiatives politiques étaient encore sur toutes les lèvres: «L'absence de proposition digne de ce nom à la suite du vote du 9 février 2014 démontre que la nostalgie tue toute ima-

«Le climat économique s'est tendu, la situation de la Suisse s'est dégradée; son attractivité n'est pas aussi grande que par le passé»

Ivan Slatkine Président de la Fédération des entreprises romandes

gination. C'est pourquoi nous avons soutenu l'initiative RASA qui propose de supprimer l'article sur l'immigration de masse», a annoncé dans un discours Blaise Matthey, directeur général de la FER Genève. Ses membres ont d'ailleurs eu l'occasion hier de signer ce texte, même s'il avait déjà récolté 100 000 signatures.

«Le climat économique s'est tendu, la situation de la Suisse s'est dégradée; son attractivité n'est pas aussi grande que par le passé», a estimé dans un autre discours Ivan Slatkine, président de l'association. «Les enjeux sont de moins en moins locaux et de plus en plus globaux», a-t-il ajouté. Les Bourses, qui ont dégringolé à travers le monde avant de se ressaisir hier, suscitent de la nervosité.

Mais dans les couloirs de l'espace Hippomène, d'autres patrons se sont montrés plus optimistes. «Les chiffres sont bons. Malgré le franc fort, les exportations genevoises ont augmenté au 1er semestre», a relevé Jacques Jeannerat, directeur de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG). «Les détaillants et les stations-ser-

vice souffrent, mais les vendeurs de voitures - qui ont adapté leurs tarifs - et les horlogers se portent bien», poursuit-il.

«Une inquiétude saine pousse, en Suisse, les entrepreneurs à sortir de leur zone de confort, c'est très positif», veut croire de son côté Félix Urech, directeur du cabinet The Enriching Company. D'autres entrepreneurs ont fait état de carnets de commandes remplis.

Un plan qui laisse perplexe

Le plan de Pierre Maudet, brièvement présenté par le principal intéressé hier, a par contre laissé perplexe, en partie car le public n'avait eu le temps de bien le cerner.

«Il est utile de coucher sur le papier la stratégie de l'Etat, même si on ne peut pas dire que, dans le passé, Genève n'avait pas de stratégie. Il faut cependant aussi souligner qu'en Suisse les clusters se sont d'abord formés grâce aux bonnes conditions-cadres davantage que par l'action volontariste de l'Etat», estime Philippe Monnier, auteur du livre *Promotion économique de la Suisse occidentale: radiographie sans complaisance*, contacté par téléphone. «Le cluster du négoce de matières premières (ndlr: qui représente 10% du PIB genevois) est un bel exemple. Des entreprises d'importance sont arrivées à Genève, chassées d'Afrique du Nord, ce qui en a attiré d'autres, et ainsi de suite. En France, l'Elysée cherche souvent à diriger l'économie par des plans, et souvent cela ne marche pas», ajoute-t-il.

Les membres de la FER Genève pourront méditer sur cette analyse. Leur association faitière, après tout, s'est aussi fixée comme mission de leur fournir des pistes de réflexion sur l'évolution de la société.

Les multinationales réclament de la stabilité

● En même temps que la Fédération des entreprises romandes (lire ci-dessus), les multinationales vivaient, hier, leur «rentrée des classes». Sous l'impulsion du Groupement des entreprises multinationales (GEM), elles ont profité de l'occasion pour parler des thèmes qui, après une longue pause estivale, restent une source de préoccupations.

A commencer par la fameuse réforme fiscale RIE III. Pour le lobby qui représente 88 multinationales (en hausse de 10% sur un an et employant désormais quelque 30 000 salariés), le combat se résume assez simplement. Il s'agirait en gros de maintenir une

présidente, Frédérique Reeb-Landry. Concrètement, le GEM se positionne en faveur d'un taux tournant aux alentours de 13% (contre actuellement 24% pour Genève et 22,5% pour Vaud), un seuil qu'elle considère comme compétitif.

Seconde source d'inquiétudes majeures pour les multinationales: les conséquences à venir après la votation du 9 février 2014 contre l'immigration de masse. Le GEM semble toutefois être satisfait par l'avant-projet élaboré à Berne. «Car ce dernier s'engage à tenir compte des négociations avec l'Union européenne afin de ne pas remettre en cause l'ensemble des accords bilatéraux, ce qui serait très dommageable

Enfin, la force persistante de la devise helvétique reste problématique, même si les multinationales sont loin d'être toutes frappées par le franc fort avec la même intensité. «Cette nouvelle réalité monétaire survient à un moment délicat», selon sa présidente. In fine, c'est la dégradation simultanée de toutes ces conditions-cadres qui agacent le plus les membres du GEM et poussent certains d'entre eux à envisager de plus en plus sérieusement à délocaliser leur site hors de Suisse ou du moins à y réduire la voilure.

L'agenda apparaît comme décisif pour le GEM, qui souhaite tirer un trait le plus rapidement possible sur toutes